



LE MONITORING

DU PORT AUTONOME DE KRIBI • Mardi 15 janvier 2019

Cette revue de la presse donne l'essentiel de l'actualité du secteur maritime, de la logistique et des transports au Cameroun, en Afrique et dans le reste du monde. Constituée d'une sélection d'articles en rapport avec les centres d'intérêt du Port autonome de Kribi (PAK), elle provient de plusieurs sources auxquelles la [Cellule de Communication et des Relations publiques](#) a pu avoir accès. Des références sont indiquées entre parenthèses pour permettre à ceux qui le souhaitent de poursuivre et d'approfondir éventuellement leur lecture. Le contenu de cette revue de presse ne reflète cependant en aucun cas le point de vue du PAK.

CAMEROUN

Port autonome de Douala : voici les 5 entreprises en lice pour l'exploitation du terminal à conteneurs du Port autonome de Douala.

Après avoir lancé un avis public à manifestation d'intérêt, le Directeur général du Port autonome de Douala (PAD), Cyrus Ngo'o a rendu public le 12 janvier 2019, la liste des entreprises dont les dossiers ont été retenus. Lesdites entreprises sont Terminals, Dubai Port World, Hutchison ports investments limited, Red Sea Gateway Terminal et Terminal investment limited. Le prestataire qui sera retenu devra s'occuper de la concession des activités de rénovation, de modernisation, d'exploitation et de maintenance du terminal à conteneurs de Douala-Bonabéri. D'après des sources le PAD veut amener le Port de Douala-Bonabéri à être conforme aux standards internationaux reconnus. Dans une interview accordée au journal Signatures, Cyrus Ngo'o a parlé du processus de rénovation et de développement du combinat portuaire de Douala-Bonabéri engagé il y a de cela deux années. Il a déclaré que : *«le processus de modernisation du Port de Douala-Bonabéri tel qu'annoncé par le Président Paul Biya en 2011 est en cours de réalisation et dans de meilleures conditions. Des projets arrivés à maturité sont en cours d'implémentation. Ce sont plusieurs chantiers qui vont de la normalisation de toutes les activités du Port de Douala-Bonabéri, l'enlèvement des épaves qui jonchent les quais, les plans d'eau de les darses, la construction des voiries, la révision des concessions jusqu'à l'acquisition des nouveaux équipements nautiques, la réhabilitation d'autres en passant par la sécurisation de l'espace portuaire, la construction des magasins cales, l'aménagement des espaces de stationnement pour les pays de l'hinterland, la construction du duc d'Albe pétrolier etc».*

<https://afrique.actucameroun.com>

Logistique : au Cameroun, les importateurs tchadiens disposent désormais d'une base logistique de 10 ha pour le transit de leurs marchandises.

Les autorités camerounaises viennent de mettre à la disposition des importateurs tchadiens, dans l'enceinte du port de Douala, un espace de 10 hectares qui servira désormais de base logistique pour les marchandises tchadiennes en transit sur le territoire camerounais. Il s'agit d'une mesure visant à fluidifier et à sécuriser le transit des marchandises des opérateurs économiques de ce pays voisin au sein de la plateforme portuaire la plus fréquentée du Cameroun. Après les nombreuses récriminations faites à l'encontre des autorités portuaires camerounaises par les importateurs tchadiens, qui n'ont cessé de dénoncer les tracasseries vécues au port de Douala, lesquelles tracasseries et bien d'autres contingences, de l'aveu même des responsables du Port autonome de Douala (PAD), l'entreprise qui gère la plateforme de la capitale économique camerounaise, ont détourné plusieurs opérateurs économiques tchadiens et centrafricains du port de Douala. En effet, apprend-on officiellement, l'attrait que les ports béninois et soudanais exercent de plus en plus sur les

opérateurs économiques tchadiens et centrafricains, a fait perdre au port de Douala, environ 50% des parts de marché sur les marchandises à destination du Tchad et de la RCA. Mais, en dépit de cette baisse de régime des opérateurs économiques tchadiens au port de Douala, pas moins de 340 milliards de francs Cfa de marchandises tchadiennes continuent de transiter chaque année au Cameroun, notamment grâce au corridor Douala-N'djamena. (<https://www.investiraucameroun.com>)

Transport : le Directeur général des Douanes du Tchad demande au Cameroun de prendre des mesures pour fluidifier le trafic sur ses corridors

Le Colonel Ousmane Adam Dicki, Directeur Général des Douanes et Droits Indirects du Tchad achève ce vendredi, 11 janvier 2019 une visite de travail au Cameroun. « Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du protocole d'accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Cameroun et le Tchad du 26 août 2016 », annonce la Direction générale des Douanes du Cameroun. Pourtant, derrière les amabilités entre les deux Directeurs généraux des Douanes, se cache le problème du transit des marchandises à destination du Tchad sur les corridors camerounais. Il y a une semaine, le Tchad et la République centrafricaine ont agité le spectre d'une délocalisation de leurs importations vers d'autres ports. Notamment le Port de Pointe Noire. Une décision causée par l'existence de nombreuses barrières policières et douanières sur les corridors camerounais. A l'instar du corridor Douala-N'djamena, où les conducteurs sont contraints de payer environ 140 000 FCFA par voyage pour traverser les barrières installées par la police, la gendarmerie et la Douane. Ce qui, d'après les deux pays frères de la CEMAC, fait perdre environ 2 milliards de FCfa par an aux importateurs tchadiens. Et un peu plus de 200 milliards de FCFA à l'économie camerounaise, ajoute Cyrus Ngo'o, le Directeur général du Port autonome de Douala. Au cours de sa visite, le Colonel Ousmane Adam Dicki a pris part à des sessions techniques. Objectif : passer en revue les principaux goulots d'étranglement sur ces corridors camerounais. Les procédures douanières en matière de transit, les contrôles en matière d'acheminement des marchandises en transit sur les corridors conventionnels, la dématérialisation des opérations de transit et la gouvernance, pour ne citer que ceux-là. Ce jeudi, 10 janvier, le Colonel Ousmane Adam Dicki s'est rendu au Port autonome de Douala. Une plateforme portuaire « naturelle », selon le PAD. Mais où les importateurs tchadiens continuent à rencontrer des blocages. En octobre 2018 par exemple, une panne du GPS avait fait perdre près d'un mois aux importateurs tchadiens.

(<https://bougna.net>)

Infrastructures : 54,8 milliards de F.CFA destinés à la construction d'infrastructures routières et ferroviaires dans la ville de Kribi

Le ministère des Finances a rendu publique la liste des projets inscrits dans le cadre du Budget d'investissement public pour le compte de l'exercice 2019. Sur les 129,073 milliards de FCFA réservés à la région du Sud, près de la moitié (environ 42,4%) sont destinés au financement des infrastructures de transport. Par exemple, une enveloppe de 6,8 milliards de FCFA sera mobilisée pour l'aménagement de la route Grand Zambé-Kribi. Une route longue de 53 kilomètres, co-financé par la Banque africaine de développement (BAD). L'autoroute Edéa-Kribi (Lot1)-Port en eau profonde de Kribi-ville de Kribi fait également partie des projets retenus par les financements du BIP 2019. Pour cette voie destinée à faciliter l'accès au Port, une enveloppe de 48 milliards de FCFA sera mobilisée. En plus des infrastructures routières, le ministère des Finances prévoit d'injecter 100 millions de FCFA dans les études de faisabilité de l'itinéraire ferroviaire Edéa-Kribi-Campo. Pour rappel, il s'agit d'un projet destiné à améliorer l'écoulement des produits en provenance ou à destination du Port.

(<https://bougna.net>)

Transport : le groupement des transporteurs terrestres du Cameroun saisit le gouvernement pour dénoncer la corruption et les abus lors des contrôles routiers.

Le ministre des Travaux publics (MINTP), Emmanuel Nganou Djoumessi a reçu en décembre dernier, une délégation du Groupement des transporteurs terrestres du Cameroun (GTTC), conduite par son président National, Ibrahima Yaya. Au menu des échanges, le GTTC a posé des préoccupations impactant négativement les activités des transporteurs. Il s'agit notamment « des actes de corruption et abus divers dans le contrôle des charges sur le réseau routier et la nécessité de renforcer les capacités des acteurs du secteur. », lit-on dans

le compte rendu d'audience. En guise de réponse, le MINTP a prescrit entre autres mesures, la réactivation du Comité interministériel de suivi des opérations de pesage routier (CISOP), l'opérationnalisation du camion étalon et le déploiement des mesures disciplinaires appropriées à l'encontre des agents véreux. En février 2018, les transporteurs avaient déjà remis aux autorités un rapport décrivant la corruption à ciel ouvert sur le corridor Douala-Ndjamena. Des syndicalistes avaient révélé que chaque camionneur doit prévoir au moins 187 000 FCFA par voyage, pour graisser la patte aux douaniers, gendarmes, policiers et autres agents de la prévention routière. L'ensemble des 78 000 camions en activité entre le port de Douala, la partie septentrionale du Cameroun et la capitale tchadienne (Ndjamena), payaient environ 175 milliards FCFA, par an, en termes de pots-de-vin.

(<https://www.investiraucameroun.com>)

RESTE DE L'AFRIQUE

Côte d'Ivoire : trafic en hausse en 2018 pour le port d'Abidjan.

Le trafic au port d'Abidjan qui représente 90 % des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire, a augmenté en 2018 de 6 % pour atteindre plus de 24 millions de tonnes, a annoncé lundi à Abidjan son directeur Hien Sié. « Cette croissance s'explique par le dynamisme de l'économie nationale dont le taux de croissance de 7,7 % en 2018 a des répercussions au niveau des activités portuaires » a souligné Hien Sié, annonçant l'inauguration en février d'une importante installation pour doper cette croissance. Le trafic vers les pays de l'hinterland dépourvus de façade maritime (Burkina Faso, Mali, Niger..) et dont les marchandises transitent par le Port Autonome d'Abidjan (PAA), a connu de son côté une « baisse importante liée aux économies de ces pays » en 2018, alors que le trafic avait progressé de 3% en 2017. Le Port autonome d'Abidjan (PAA) a entamé depuis 2015 des travaux de développement et de modernisation. La passe d'entrée du canal de Vridi (terminé en 1950) qui mène de la mer au port va être approfondie. Les travaux du canal de Vridi devraient être inaugurés à la mi-février prochaine, pour relancer le trafic de transbordement en baisse, le PAA n'étant pas en mesure d'accueillir les grands navires. « Après cette inauguration, le PAA accueillera en 2019 les plus grands navires de 348 mètres contre 250 mètres actuellement », s'est félicité Hien Sié. Un deuxième terminal capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs pour un coût global de 1 000 milliards de francs CFA (1,52 milliard d'euros) est en construction. La Banque mondiale avait appelé les autorités ivoiriennes à investir pour « abaisser les coûts de transport », soulignant le besoin d'améliorer la performance des ports ivoiriens. Comparé au Ghana, le coût d'un conteneur transitant par le port d'Abidjan est 59 % plus élevé à l'export et 44 % plus élevé à l'import, pointait du doigt la Banque mondiale qui estimait que le port souffrait d'un « manque de concurrence dans l'exploitation de ses terminaux ».

(<https://www.jeuneafrique.com/704754/economie/cote-divoire-traffic-en-hausse-en-2018-pour-le-port-dabidjan/>)

Algérie: nécessaire développement des ports pour promouvoir l'économie nationale.

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a insisté dimanche à Skikda sur "le développement des ports pour la promotion de l'économie nationale". Au cours de son passage à l'Entreprise portuaire de Skikda (EPS) dans le cadre d'une visite de deux jours dans cette wilaya, le ministre a précisé que "le développement des ports est une des priorités du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika" soulignant que "les ports de commerce constituent un levier de développement et contribuent de manière significative à la croissance économique". Attestant que le programme d'extension des ports de commerce à l'échelle nationale lancé par l'Etat est "un programme énorme et coûteux", le ministre a rappelé que onze (11) ports font l'objet d'opérations d'extension, à Oran et Annaba notamment, ainsi que la réalisation du port de Cherchel (Tipasa). Le ministre qui a eu à écouter des explications sur l'établissement du port de Skikda et le secteur des travaux publics, a également reçu des explications sur le projet d'extension de l'entreprise portuaire de Skikda (EPS).

(<https://fr.allafrica.com/stories/201901140679.html>)

France : Marseille-Fos le trafic 2018 porté par la plupart des filières

À fin décembre 2018, le port de Marseille a enregistré sur l'année un trafic de 81 millions de tonnes. Une activité en stabilité par rapport à 2017. Dans le secteur des marchandises diverses, l'année a marqué une baisse de 1 %, à 20,2 Mt. Pourtant, le conteneur, à 1,4 million d'EVP, en hausse de 2 % par rapport à 2017, a poursuivi sa croissance pour la cinquième année consécutive, indique Christine Cabau-Woehrel, la présidente du directoire : "On aurait bien aimé faire plus mais on doit faire face à une baisse des exportations des déchets dues aux mesures de restrictions imposées par la Chine. On a été confrontés également aux barrières douanières imposées par l'Algérie", a-t-elle commenté. La dirigeante du GPMM a relevé une belle reprise dans les bassins Est au cours de 2018, avec une hausse de 4 % à l'import et une stabilité à l'export. Tous bassins confondus, elle reste "confiante sur la poursuite de la croissance du conteneur". Et de rappeler les investissements réalisés par les opérateurs Eurofos et Seayard à Fos en matière d'outillage (l'installation de nouveaux portiques). Autre preuve de sa confiance en l'avenir, l'importance du report modal à Fos (fer et fleuve) et la poursuite du développement de Distriport. Elle redoute toutefois qu'en 2019 la croissance du conteneur soit moins forte à Marseille-Fos que celle des ports espagnols car, à ses yeux, l'activité du port phocéen ne se situe pas dans le transbordement.

(<https://www.lantenne.com/transport-maritime-fret-maritime/>)

Iles de la Réunion : Port Réunion bénéficie d'une réorganisation de CMA CGM et Maersk.

Port Réunion voit "son rôle de plateforme de transbordement conforté". Suite à l'annonce des armateurs globaux CMA CGM et de Maersk, informant que la rotation de la ligne Mozex-Mex, opérée conjointement sur la route Asie du Sud Est-Afrique de l'Est, a été raccourcie de 7 jours par la suppression d'une escale au port malgache de Tamatave, le port réunionnais estime pouvoir en tirer les bénéfices. La direction de l'établissement portuaire de l'île indique que "le fret à destination de Tamatave utilisant ce service sera transbordé à Port Réunion. En outre, les transit-times entre Port Réunion et les ports du Mozambique (Maputo, Beira, Nacala), qui s'élevaient anciennement à 7, 11 et 19 jours, seront réduits. Ils seront respectivement ramenés à 5, 8 et 13 jours, précise-t-elle. Le premier navire opérant cette nouvelle rotation est le "Beethoven" qui a fait escale à Singapour le 30 décembre 2018 et à Port Réunion le 10 janvier dernier. Dans le cadre de la nouvelle rotation du service Mozex-Mex, les navires desservent Singapour, Tanjung Pelepas, Pointe-des-Galets, Tamatave (par feeder depuis Port Réunion), Maputo, Beira, Nacala, Port-Louis, puis de nouveau Singapour.

(<https://www.lantenne.com/transport-maritime-fret-maritime/>)

BREVES

CAMEROUN : TRÈS URGENT JEAN-PAUL SIMO NJONOU NOMMÉ NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SONARA.

Celui qui est par ailleurs président du conseil d'administration du port autonome de Kribi (PAK) et représentant de la présidence de la République au conseil d'administration d'Electricity development corporation (EDC) entre autres, vient d'être désigné Directeur Général (DG) de la Société nationale de Raffinage (SONARA). Le conseil d'administration de la SONARA tenu ce jour en son siège à Limbe (région du Sud-Ouest), vient de mettre fin au cumul de fonctions de Ibrahim Talba Malla, promu ministre des Marchés publics lors du réaménagement gouvernemental du 04 janvier dernier.

BONNE LECTURE